


Informations de base	
2022/2202(INI) INI - Procédure d'initiative	Procédure terminée
Rapport 2022 de la Commission concernant le Monténégro	
Subject 8.20.01 Pays candidats Zone géographique Monténégro, à partir de 06/2006	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<div>AFET</div> Affaires étrangères	PICULA Tonino (S&D)	08/11/2022
		Rapporteur(e) fictif/fictive BILČÍK Vladimír (EPP) GROŠELJ Klemen (Renew) WAITZ Thomas (Greens /EFA) KRASNODEBSKI Zdzisław (ECR) MARIANI Thierry (ID) GEORGIU Giorgos (The Left)	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
19/01/2023	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
20/09/2023	Vote en commission		
26/09/2023	Dépôt du rapport de la commission	A9-0277/2023	Résumé
17/10/2023	Débat en plénière		
18/10/2023	Décision du Parlement	T9-0369/2023	Résumé
18/10/2023	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2022/2202(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Rapport annuel
Base juridique	Règlement du Parlement EP 55
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	AFET/9/10923

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE749.915	12/06/2023	
Amendements déposés en commission		PE751.625	06/07/2023	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A9-0277/2023	26/09/2023	Résumé
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0369/2023	18/10/2023	Résumé
Commission Européenne				
Type de document	Référence		Date	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière	SP(2024)45		04/04/2024	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
PICULA Tonino	Rapporteur (e)	AFET	04/07/2023	Mr. Ranko Krivokapic, former Foreign Minister and honorary President of the Social Democratic Party of Montenegro SDP, Mr. Ivan Vukovic, Vice President of the Democratic Party of Socialists DPS and former Mayor of the City of Podgorica, and Ms. Daliborka Uljarevic, Executive Director of the Center for Civic Education in Podgorica

Rapport 2022 de la Commission concernant le Monténégro

2022/2202(INI) - 26/09/2023 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires étrangères a adopté un rapport d'initiative de Tonino PICULA (S&D, HR) sur le rapport 2022 de la Commission sur le Monténégro.

Engagement en faveur de l'adhésion à l'UE

Le rapport salue l'engagement de longue date du Monténégro en faveur de l'intégration à l'UE et réitère son soutien au Monténégro à cet égard. Les députés ont souligné que les progrès et le rythme général des négociations dépendent du respect des critères de référence provisoires en matière d'État de droit. En outre, bien que les 33 chapitres examinés aient été ouverts, les députés ont regretté qu'aucun chapitre n'ait été fermé au cours des

six dernières années, ce qui ralentit les progrès du Monténégro et affecte négativement son bilan positif et son statut de pays des Balkans occidentaux le plus avancé sur la voie de l'adhésion à l'UE.

Les députés ont également regretté que les fortes tensions politiques et la polarisation, l'incapacité à dégager un consensus sur les questions d'intérêt national et l'absence de dialogue entre les partis aient retardé les progrès des réformes liées à l'UE et plongé le Monténégro dans une profonde crise politique et institutionnelle.

Suite aux récentes élections dans le pays, le rapport souligne que le Monténégro a besoin d'un gouvernement pro-européen stable, capable et désireux de continuer sur la voie de l'adhésion à l'UE dès que possible.

Démocratie et état de droit

Les députés ont regretté l'adoption de la loi controversée sur les amendements à la loi sur le Président par le Parlement du Monténégro en décembre 2022, qui remet directement en cause le respect de la constitutionnalité et de l'État de droit, malgré l'avis urgent de la Commission de Venise et les appels de l'UE contre son adoption. Ils ont également regretté la profonde polarisation, l'absence de dialogue, la méfiance et les boycotts politiques au sein du Parlement monténégrin qui ont sérieusement entravé le processus législatif. Les pouvoirs législatif et exécutif sont invités à renforcer leur coopération loyale, notamment en ce qui concerne le processus d'adhésion.

Le rapport regrette l'absence de progrès dans la réforme du cadre électoral, juridique et institutionnel.

Le Monténégro est invité à mettre en place une réponse crédible et efficace de la justice pénale à la corruption. Le rapport salue la coopération permanente du Monténégro avec les agences de l'UE telles qu'Europol et Eurojust et note l'importance de cette coopération pour aider le Monténégro à lutter contre la criminalité transfrontalière, notamment le trafic d'armes, de stupéfiants et d'êtres humains, et à combattre le terrorisme et l'extrémisme.

Libertés fondamentales et droits de l'homme

Le Monténégro est invité à intensifier ses efforts pour lutter contre les discours de haine, le harcèlement en ligne, qui affecte de manière disproportionnée les défenseurs des droits de l'homme et les femmes, ainsi que les reportages politiquement biaisés et l'influence étrangère dans les médias monténégrins. Le rapport s'inquiète de la profonde polarisation politique du paysage médiatique, du manque d'indépendance du radiodiffuseur public (Radio et Télévision du Monténégro - RTCG) et, en particulier, du volume croissant des campagnes de désinformation étrangères et nationales qui ont un impact négatif sur les processus démocratiques. Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour lutter contre les discours de haine, l'exclusion sociale et la discrimination et pour améliorer l'accès des groupes vulnérables à la justice, à l'emploi, au logement et aux soins de santé.

Réformes socio-économiques

Les députés ont noté positivement l'excédent budgétaire annoncé pour le premier trimestre 2023 et la croissance économique prévue en 2024. Ils ont encouragé le Monténégro à adapter sa stratégie de croissance économique afin de stimuler la productivité et le capital humain. Des investissements publics accrus sont nécessaires dans le système éducatif pour un développement social et économique durable. Le pays est invité à renforcer ses politiques économiques et fiscales afin d'aligner ses niveaux de dette publique sur l'objectif fixé par le pacte de stabilité et de croissance de l'UE, en veillant à ce qu'ils ne dépassent pas 60% du PIB.

Notant l'intérêt croissant de la Chine pour les investissements dans les Balkans occidentaux et les projets d'infrastructures de transport au Monténégro dans le cadre des nouvelles routes pour la soie, le rapport appelle les autorités à réduire leur dépendance économique à l'égard de la Chine.

Le Monténégro est encouragé à utiliser au mieux les fonds de l'UE disponibles au titre de l'IAP III et du plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux, notamment le cadre d'investissement pour les Balkans occidentaux, la garantie pour la jeunesse dans les Balkans occidentaux et le programme Erasmus+.

Rapport 2022 de la Commission concernant le Monténégro

2022/2202(INI) - 18/10/2023 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 529 voix pour, 51 voix contre et 53 abstentions, une résolution sur le rapport 2022 de la Commission sur le Monténégro.

Engagement en faveur de l'adhésion à l'UE

Tout en saluant l'engagement de longue date du Monténégro en faveur de l'intégration dans l'UE, les députés ont regretté que, sur les 33 chapitres ouverts, aucun n'ait été clôturé au cours des six dernières années, ce qui ralentit les progrès du Monténégro et affecte négativement son bilan positif et son statut de pays des Balkans occidentaux le plus avancé sur la voie de l'adhésion à l'UE.

Les députés ont souligné le **besoin urgent de stabilité politique, d'engagement et de participation crédible** à la recherche d'un consensus pour faire avancer le processus de réforme de l'UE qui stagne, en particulier en ce qui concerne les réformes urgentes de l'État de droit.

Le Parlement reste très préoccupé par les **ingérences étrangères malveillantes**, les efforts de déstabilisation, les menaces hybrides et les campagnes de désinformation menées par des acteurs étrangers au Monténégro, qui présentent l'UE comme un partenaire peu fiable et peu impliqué et qui sapent les progrès du Monténégro sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne, en particulier celles émanant de la Russie, de la Chine et de la Serbie.

À la suite des récentes élections dans le pays, la résolution souligne que le Monténégro a besoin d'un gouvernement pro-européen stable, capable et désireux de continuer sur la voie de l'adhésion à l'UE dès que possible.

Démocratie et état de droit

Les députés ont regretté la **profonde polarisation**, l'absence de dialogue, la méfiance et les boycotts politiques au sein du Parlement monténégrin qui ont sérieusement entravé le processus législatif. Les pouvoirs législatif et exécutif sont invités à renforcer leur coopération loyale, notamment en ce qui concerne le processus d'adhésion.

Le Parlement a regretté l'absence de progrès dans la réforme du cadre électoral, juridique et institutionnel.

Le Monténégro est invité à mettre en place une réponse crédible et efficace de la justice pénale à la **corruption**. La résolution salue la coopération permanente du Monténégro avec les agences de l'UE telles qu'Europol et Eurojust et note l'importance de cette coopération pour aider le Monténégro à lutter contre la criminalité transfrontalière, notamment le trafic d'armes, de stupéfiants et d'êtres humains, et à combattre le terrorisme et l'extrémisme.

Libertés fondamentales et droits de l'homme

Le Monténégro est invité à intensifier ses efforts pour lutter contre les **discours de haine**, le harcèlement en ligne, qui affecte de manière disproportionnée les défenseurs des droits de l'homme et les femmes, ainsi que les reportages politiquement biaisés et l'influence étrangère dans les médias monténégrins. Le Parlement s'inquiète de la profonde polarisation politique du paysage médiatique, du manque d'indépendance du radiodiffuseur public (Radio et Télévision du Monténégro - RTCG) et, en particulier, du volume croissant des campagnes de désinformation étrangères et nationales qui ont un impact négatif sur les processus démocratiques.

Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour lutter contre les discours de haine, l'exclusion sociale et la discrimination et pour améliorer l'accès des groupes vulnérables à la justice, à l'emploi, au logement et aux soins de santé.

Réformes socio-économiques

Notant que le taux d'inflation du Monténégro reste l'un des plus élevés d'Europe, le Parlement a encouragé le Monténégro à **ajuster sa stratégie de croissance économique** en vue d'augmenter la productivité et le capital humain, ainsi que d'accélérer sa convergence avec l'Union.

Des investissements publics accrus sont nécessaires dans le **système éducatif** pour un développement social et économique durable. Le pays est invité à renforcer ses politiques économiques et fiscales afin d'aligner ses niveaux de dette publique sur l'objectif fixé par le pacte de stabilité et de croissance de l'UE, en veillant à ce qu'ils ne dépassent pas 60% du PIB.

En outre, les députés ont souligné l'importance d'améliorer la **durabilité de ses exportations** en réduisant la dépendance excessive à l'égard des industries extractives, telles que l'extraction du minerai de cuivre et de l'aluminium brut.

La résolution a salué la décision du Monténégro de mettre fin à son programme de citoyenneté par l'investissement le 31 décembre 2022. Elle note qu'entre 2019 et 2022, plus de 70% des passeports délivrés ont été accordés à des citoyens de la Fédération de Russie.

Le Monténégro est encouragé à utiliser au mieux les fonds de l'UE disponibles au titre de l'IAP III et du plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux, notamment le cadre d'investissement pour les Balkans occidentaux, la garantie pour la jeunesse dans les Balkans occidentaux et le programme Erasmus+.

Énergie, environnement et biodiversité

Le Monténégro est invité à mieux s'intégrer aux marchés de l'énergie des États membres de l'UE et à stimuler la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique tout en facilitant le déploiement des énergies renouvelables en vue d'une transition vers l'abandon des combustibles fossiles.

Enfin, le Parlement a invité le Monténégro à accélérer l'élaboration et l'adoption d'un plan national cohérent et crédible sur l'énergie et le climat, ainsi qu'à améliorer les pratiques de gestion des déchets et la protection de la qualité de l'eau.